

*Projet présenté par les députés :
M^{mes} et MM. Alberto Velasco, Françoise Schenk-
Gottret, Lydia Schneider Hausser*

Date de dépôt : 27 octobre 2009

Proposition de motion

pour le droit de manifester contre les compromissions de notre canton avec le World Economic Forum

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève considérant :

- notre attachement aux libertés publiques et aux droits démocratiques, plus particulièrement au droit fondamental qu'est la liberté d'expression qui implique la liberté de manifester ;
- le fait que notre police cantonale – à vocation censément citoyenne – n'a pas à se transformer en garde prétorienne des multinationales ;
- le constat que l'interdiction de la manifestation d'opposition *au World Economic Forum* est illégale et antidémocratique, les droits démocratiques étant garantis par la Constitution fédérale sur tout le territoire de la Confédération ;
- notre conviction que le canton de Genève, qui est une collectivité publique, dotée d'institutions républicaines et démocratiques, n'a pas à être membre d'une fondation qui s'affiche comme regroupant les 1000 premières entreprises privées de la planète,

invite fermement le Conseil d'Etat

- à se retirer, en tant que puissance publique, de la fondation *World Economic Forum* ;
- à assurer aux citoyens et citoyennes, eu égard aux valeurs républicaines, le droit de manifester.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames et
Messieurs les députés,

On nous parle, pour interdire les manifestations contre le WEF, d'actions de violence, et on ne peut que le regretter, de la violence de quelques manifestants susceptibles de casser une ou deux vitres. Mais c'est évidemment prendre le problème à l'envers, car il faut savoir qu'au Forum de Davos se décident des stratégies économiques qui, elles, sont d'une violence d'une tout autre nature, qui conduisent à la mort, je pèse mes mots, de centaines de milliers, voire de millions de personnes ! C'est cela la réalité du libéralisme tel qu'il est prôné à Davos. Deuxième constatation : on nous dit que c'est un forum démocratique, puisque des chefs d'Etat y participent. En l'occurrence, ce n'est pas la première fois, ni sans doute la dernière, que des chefs d'Etat se mettent à la traîne de capitaines d'industrie, puisque, aujourd'hui, le pouvoir financier est déterminant par son apport au pouvoir politique – ce qui pose une question fondamentale en termes de fonctionnement démocratique.

On nous dit aussi que l'image de Genève est renforcée à travers le World Economic Forum. Eh bien, cette affirmation est à relativiser, car en matière de perception cela dépend de la loupe que l'on utilise. En effet, il n'y a qu'à observer ce qui est entrain de se passer dans de nombreux pays du monde, où les recettes prônées par les princes de la finance, qui se réunissent à l'invite de cet amphitryon, ont conduit à l'approfondissement du fossé entre pauvres et riches et à une certaine misère. Alors, pensez-vous que l'image de Genève, véhiculée à travers celle du WEF, correspond aux valeurs défendues par la Croix-Rouge, qui, elle, a contribué à anoblir notre cité en sauvant des vies ? C'est plutôt Genève qui, malheureusement, crédibilise l'image du WEF et non pas le contraire.

Certains, surtout à droite, vont nous dire que la première invite est une erreur, qu'il ne faut pas se retirer du World Economic Forum. Mesdames et Messieurs, je crois que vous faites une confusion. Le canton de Genève est membre du World Economic Forum, paie une cotisation, mais c'est une exception, car les membres du World Economic Forum sont principalement soit des entreprises, soit des capitaines d'industrie ; il n'y a pas de collectivités publiques, à part deux Etats américains. Nous sommes donc, de ce point de vue là, dans une situation un peu particulière. Le gouvernement français, c'est vrai, est présent à Davos, des ministres participent aux discussions de Davos,

mais le gouvernement n'est pas membre du World Economic Forum. En l'occurrence, c'est comme si aujourd'hui nous vous propositions, Mesdames et Messieurs les députés, que le canton de Genève devienne membre de la Chambre de commerce et d'industrie de Genève. Pensez-vous sérieusement que ce soit le rôle d'une collectivité publique d'être membre d'une organisation économique particulière, qui défend des intérêts particuliers ? Bien sûr que non ! Eu égard au principe que les structures de l'Etat se doivent de ne pas être partisans et donc à une certaine neutralité idéologique, nous ne trouvons pas admissible que notre canton soit membre du World Economic Forum, et qu'il participe, en tant que tel, à des rencontres organisées par le World Economic Forum.

Nous vous invitons donc à renvoyer cette motion au Conseil d'Etat.